

Togo : le PPT interpelle le gouvernement au sujet de l'espionnage des journalistes

Le Patronat de la Presse Togolaise (PPT) voudrait voir clair dans l'affaire d'espionnage au moyen du logiciel PEGASUS. En effet, selon une enquête diffusée le 18 juillet 2021 par un consortium de médias, plusieurs journalistes togolais, acteurs politiques et de la société civile ont été ciblés par ce logiciel espion.

« Les noms des journalistes togolais contre qui ce logiciel PEGASUS est utilisé, ont été révélés par plusieurs chaînes internationales. Il s'agit, entre autres de Luc ABAKI, Directeur de la chaîne de télévision LCF, fermée en 2017 par la Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la Communication (HAAC), de Ferdinand AYITE, Directeur de la Publication du Bihebdomadaire L'Alternative, un journal qui est revenu d'une suspension de 4 mois, prononcée par la même HAAC, et de Carlos KETOHO, Directeur de la Publication de l'Hebdomadaire L'Indépendant Express, journal fermé en début d'année 2021 sur décision de Justice à la suite de la saisine de la HAAC » précise le PPT dans un communiqué daté du 23 juillet 2021.

L'organisation de presse ne comprend pas le silence des autorités Togolaises face à cette révélation qui tient en haleine l'opinion nationale et internationale. Isidore Sassou AKOLLOR, le président du PPT estime que le silence du gouvernement s'apparente à une reconnaissance voilée des faits, en violation des dispositions garantissant les libertés fondamentales du pays et du travail des journalistes.

« Toutefois, le PPT invite le Gouvernement togolais à se prononcer sur les raisons qui sous-tendent cet espionnage, en violation flagrante des dispositions réglementaires qui protègent les sources d'information du journaliste en République Togolaise. Une pratique attentatoire à la liberté de presse, à l'intimité des journalistes et au libre exercice de leur métier » a indiqué le PPT.

Tout en dénonçant cette attitude rétrograde, le PPT exhorte toutes les organisations de presse tant nationales qu'internationales ainsi que les organisations de la société civile à tout mettre en œuvre pour *« que lumière soit faite sur cette scabreuse affaire d'espionnage des journalistes par l'État togolais. »*